

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le président, je ne suis pas forcément d'accord avec le député, mais je prends note de sa question comme une instance d'un caractère plus général. Je la transmettrai donc au ministre qui en reparlera au député en temps opportun.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

L'APPEL POUR LA SUSPENSION DES ESSAIS

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Il doit savoir qu'au moment même où il parlait au groupe consultatif sur le contrôle des armements et le désarmement, la semaine dernière, six des plus distingués hommes d'État du monde lançaient un appel aux États-Unis et à l'URSS pour qu'ils suspendent tous les essais nucléaires pendant au moins 12 mois. Est-ce que le premier ministre va envisager d'adhérer à cette grande initiative penta-continentale, et même offrir peut-être que les mécanismes de contrôle canadiens participent à une surveillance par les tiers?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la députée sait que cette question a déjà été évoquée et envisagée. Le Canada estime, spécialement en ce moment où l'Union soviétique et les États-Unis se préparent à ouvrir un sommet dont pourrait fort bien dépendre la sécurité mondiale, qu'il importe pour le Canada de continuer de jouer activement les rôles qui sont traditionnellement les siens. Cela veut dire, bien sûr, que nous voulons poursuivre très énergiquement les initiatives et les possibilités ouvertes pour nous à Stockholm, à Genève, aux entretiens sur la RMEF et ailleurs.

● (1500)

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

LA POSITION DU CANADA

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, est-ce que le premier ministre est cependant disposé à se joindre aux chefs de la Grèce, de la Suède, de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique et de la Tanzanie pour demander le renoncement immédiat par les deux camps aux essais nucléaires? Voilà une chose que nous pourrions faire dès maintenant, et nous pourrions participer au contrôle de cet engagement.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, demander aux autres d'agir, ce n'est pas toujours agir. La députée a demandé au premier ministre du Canada de se joindre aux chefs de l'Inde et de certains autres pays. A Nassau, très récemment, non content de se joindre à eux, le premier ministre du Canada les a amenés...

Des voix: Bravo!

Recours au Règlement—M. Robinson

M. Clark (Yellowhead): ... à aboutir à une décision sur une importante question internationale dans laquelle le Canada a une influence directe. Le gouvernement a pour politique de s'occuper des domaines dans lesquels nous pouvons offrir des initiatives et de l'influence, et non de simples conseils.

Des voix: Bravo!

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur de signaler que la pétition présentée par le député de Swift Current-Maple Creek (M. Wilson) le lundi 4 novembre 1985 et remise au greffier de la Chambre est conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LA DÉCISION DE M. LE PRÉSIDENT À PROPOS DE QUESTIONS CONCERNANT L'ANCIEN MINISTÈRE D'UNE MINISTRE

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement au sujet d'une question que j'ai posée au ministre de l'Environnement (M. McMillan) à la Chambre aujourd'hui. Le 3 octobre 1985, j'ai posé la question suivante à la ministre d'État aux Transports (M^{me} Blais-Grenier):

La ministre pourrait-elle déposer à la Chambre tous les reçus des dépenses personnelles qu'elle a engagées au cours de cette petite virée en Europe?

C'est la question que j'ai posée à la ministre d'État aux Transports et, le 3 octobre, le Président avait permis à la ministre de répondre à cette question. Bien entendu, j'avais supposé que la décision du Président serait la même aujourd'hui que le 3 octobre. Par conséquent, vu ce précédent, j'ai encore une fois posé ma question à la ministre d'État aux Transports. Eh bien, les règles semblent avoir changé puisque le Président a dit que je devrais poser ma question à quelqu'un d'autre, c'est-à-dire soit au premier ministre (M. Mulroney), soit au ministre de l'Environnement. A ce moment-là, monsieur le Président, je me suis levé et j'ai posé la question au ministre de l'Environnement. Comme vous le savez, la réponse du ministre a été interrompue par du chahut à la Chambre et le Président s'est alors levé.

Si je me rappelle bien, monsieur le Président, vous avez dit à ce moment-là que les députés devraient permettre au ministre de terminer sa réponse. Si ma mémoire est bonne, le Président lui-même a dit que les députés devraient lui permettre de terminer sa réponse et qu'il ne pouvait pas le faire dans ces conditions. Je me suis alors levé et, puisque le ministre de l'Environnement se levait au même moment, j'ai dit qu'avant de poser une question supplémentaire, je permettrais au ministre de terminer sa réponse. Il était debout. Le Président savait fort bien que je voulais poser une question supplémentaire...

M. le Président: Sauf tout le respect que je dois au député, je suis bien prêt à le laisser terminer, mais je lui serais reconnaissant d'en venir à son rappel au Règlement.